



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Avril 2010



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
Bonnes perspectives de croissance	4
Une région de plus en plus inégalitaire	4
ARGENTINE	5
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	6
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	7
La bonne étoile des Kirchner	7
Sur le fil du rasoir : trop d'inflation et de dépenses publiques.....	7
Fin du <i>default</i> ?	8
De plus en plus d'inflation.....	8
BRÉSIL.....	9
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	10
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	11
Élections : tout le monde dans les <i>starting blocks</i>	11
L'ascension sociale : un phénomène qui dure	11
Impayés et faillites en hausse.....	11
Exportations et emploi : le coup d'arrêt de 2009	12
La rémunération des grands cadres	12
CHILI.....	13
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	14
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	15
Premiers pas laborieux pour le nouveau gouvernement.....	15
Séisme : les dernières données économiques.....	15
Forte augmentation de l'excédent commercial en début d'année	15
Les compagnies publiques triplent leurs profits	16
COLOMBIE	17
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	18
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	19
Présidentielles : les candidatures se concrétisent	19
Un meilleur excédent commercial au premier trimestre.....	19
Les IED de 2009 en chiffres	19
MEXIQUE	20

<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	21
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	22
Du changement à Juárez.....	22
Une économie convalescente	22
Un excédent commercial inattendu	22
Les États champions de la croissance en 2008	23
Compétitivité des affaires : le pays au top.....	23
URUGUAY	24
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	25
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	26
Un président qui inspire l'optimisme.....	26
Un déficit commercial pour débiter l'année	26
Dettes publiques historiques.....	26
Recul de la pauvreté en 2009	26

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Bonnes perspectives de croissance

Selon l'Institut international des finances (IIF), en 2010, l'ensemble des pays de la région devrait enregistrer une croissance de 4,8% et de 3,7% en 2011. Par pays, le Brésil est en tête avec une progression de 5,8% prévue en 2010, suivi par le Pérou (5,6%), le Chili (5,5%), le Mexique et l'Argentine (4,8% chacun), la Colombie (3,8%), l'Équateur (2,6%) et le Venezuela (2%).

Il faut tenir compte qu'au cours de cette année, les responsables économiques des pays latino-américains pourront être confrontés à d'autres défis résultant des mesures adoptées par les pays développés. En effet, ces derniers devront faire face à d'énormes déficits fiscaux et abandonner des politiques de soutien monétaire mises en place lors de la crise. Ces mesures pourraient déboucher sur une hausse de taux et apprécier certaines devises latino-américaines. Parallèlement, l'IIF met en garde sur les risques d'inflation encourus par l'Argentine et le Venezuela, pouvant atteindre respectivement 28% et 42%.

PS : selon la CEPAL, en 2010, la croissance de la région devrait tourner autour de 4,1% grâce à l'amélioration du contexte économique au Brésil ainsi qu'au Mexique.

Une région de plus en plus inégalitaire

Au cours des dernières décennies, les inégalités entre riches et pauvres ont eu tendance à s'accroître. Ainsi, selon une étude de l'ONU, les 20% d'habitants les plus aisés de la région détiendraient 56,9% de la richesse tandis que l'on recense 127 millions de pauvres. Inversement, les 20% de latino-américains les plus pauvres ne perçoivent que 3,5% des revenus distribués, faisant de l'Amérique latine la région la plus inégalitaire de la planète.

Par exemple, en Colombie, 49,1% des revenus du pays sont perçus par les 10% de colombiens les plus riches. Mais c'est le Brésil le moins égalitaire de la région car 10% des couches les plus riches accaparent 50,6% des richesses du pays, le Mexique et l'Argentine complètent le podium. À l'inverse, les pays les plus égalitaires en termes de richesse sont le Nicaragua, le Panama et le Paraguay. Cependant, les 10% d'individus les plus riches de ces pays détiennent 40% des ressources. L'étude montre également que l'urbanisation n'a pas aidé à diminuer la pauvreté dans la région car en 2007, 29% des 127 millions de pauvres habitaient dans les villes contre 25% des 41 millions de pauvres recensés en 1970.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 41M d'hab.

Densité de population 14,69 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		266,3	257,2	267,7
PIB (Δ %)		5,0	-3,4	4,1
PIB/hab. (\$)		6 759	6 273	6 529
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	9,5	9,5
Taux d'inflation (Δ %)		22,0**	15,0**	16,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	11,5	8,3
Solde commercial (Md\$)		13,18	17,29	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		48,9	46,1	47,0
Dettes extérieures* (Md\$)		127,3	128,1	123,8
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,45	3,80	
	/EUR	4,92	5,46	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

La bonne étoile des Kirchner

Quant tout semble contrarier les projets du couple présidentiel et de ses suiveurs, il arrive des faits inattendus ou des revirements de situation qui les sauve *in extremis*. Que ce soit la hausse des prix des matières premières, une récolte record, des votes favorables dans un Congrès où leur parti a perdu la majorité, l'utilisation des réserves de la Banque centrale ou l'échange de la dette que le pays traîne depuis le *default* de 2001, on se dit que la chance est de leur côté. Mais tant mieux si malgré toutes les manigances partisans et mesures démagogiques des Kirchner (ex. : aides massives aux familles défavorisées), les résultats favorisent le pays.

Ainsi dès qu'on a annoncé le plan d'échange de la dette, la bourse argentine a attiré de nouveau des capitaux étrangers et nationaux, même s'il y a un soupçon de spéculation. Même les disputes avec les gouvernements provinciaux sur la distribution des revenus fédéraux ne parviennent à déstabiliser le pouvoir central, et le pays continue sa marche vers une croissance économique honorable même si la progression de l'indice des prix s'approche de plus en plus aux d'un taux à deux chiffres.

Sur le fil du rasoir : trop d'inflation et de dépenses publiques

Coûte que coûte, le gouvernement essaye d'éviter tout dérapage inflationniste *via* des contrôles directs ou indirects sur la structure des prix. Cette attitude finit par cacher des défauts du système de production et des déséquilibres du secteur public. Celui qui tentera de lutter contre cette tendance risque de déclencher une situation incontrôlable comme ce fut le cas en 1975.

Bien qu'actuellement il y ait des différences économiques et politiques, le contexte d'une forte inflation estimée à 35% pour l'année 2010 et le volume d'aides/subventions élevé gonflant la dépense publique sont similaires à celui de l'époque du ministre de l'Économie **Celestino Rodrigo**. En effet, les aides au secteur énergétique ont atteint près de **16 milliards de pesos** en 2009, dans le transport, c'est pareil : 1,8 milliard de pesos en 2006 contre **11,6 milliards de pesos** en 2009, et le total des aides publiques au secteur privé est passé de 8,8 milliards de pesos en 2006 à **33 milliards de pesos** en 2009. Dans une période où il veut tourner la page du *default* (voir plus bas), le gouvernement osera-t-il de désamorcer cette situation avant 2011 ? Probablement pas, mais on ne sait jamais.

Pour le moment, le gouvernement semble avoir opté par une expansion monétaire en vue de soutenir l'emploi (hausse des prix compensée par hausse des salaires) tout en

continuant à soutenir l'activité économique *via* la dépense publique sans avoir une contrepartie réelle pour leur financement. Encore une fois, un gouvernement choisi la course typique entre salaires et prix.

PS : selon des analystes, en 2010, le gouvernement devrait honorer des dettes financières d'environ **6 milliards de dollars**. Pour les couvrir, le gouvernement devra continuer à émettre des obligations sur le marché intérieur et piocher dans les réserves de la Banque centrale ainsi que dans les caisses de retraite et le **Banco de la Nación Argentina**.

Fin du *default* ?

Sur fond de polémique et de fortes tensions politiques, le gouvernement semble avoir gagné la partie institutionnelle pour pouvoir disposer des fonds nécessaires pour rembourser des dettes, ce qui permettrait au pays de pouvoir accéder aux marchés de capitaux internationaux. Si la justice et/ou le parlement ne s'interposent pas, la présidente **Kirchner** pourrait demander à la Banque centrale de mettre à disposition de l'exécutif des fonds en provenance des réserves du pays. Parallèlement, l'équipe économique devrait lancer un programme d'échange de dette correspondant aux titres non honorés lors de la déclaration de *default* en 2001/2002 diminuée de 65% de la valeur nominale mais accompagnée d'intérêts correspondants. La parole est donnée aux détenteurs des titres.

De plus en plus d'inflation

Selon la **Fondation de recherches économiques latino-américaines**, au cours du premier trimestre de 2010, les prix des aliments de base ont grimpé de **15,3%** par rapport au même trimestre de 2009. En mars 2010, le coût du panier alimentaire de base, qui sert à mesurer le seuil d'indigence, a augmenté de **5,8%** par rapport à février totalisant 973,4 pesos, soit près de **256 dollars**. Le coût du panier total de base qui mesure le seuil de pauvreté a été de 1 835 pesos, soit autour de **483 dollars** (+2,5% par rapport à février).

Ces données diffèrent de celles publiées par l'**INDEC** (officiel), soit 515,59 pesos pour le panier alimentaire de base et 1 131 pesos pour le panier total de base.

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 199M d'hab.

Densité de population 23,38 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 981,0	1 985,0	2 096,2
PIB (Δ %)		5,1	0,2	5,6
PIB/hab. (\$)		9 955	9 975	10 534
Taux d'intérêt court* (%)		13,75	8,75	8,75
Taux d'inflation (Δ %)		6,2	4,31	4,9
Taux de chômage* (%)		7,8	8,1	7,4
Solde commercial (Md\$)		24,7	24,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		200,0	231,5	239,1
Dettes extérieures* (Md\$)		212,9	204,0	202,5
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,18	1,74	
	/EUR	3,28	2,46	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Élections : tout le monde dans les *starting blocks*

Quelques semaines après la désignation de **Dilma Rousseff** comme candidate officielle du Parti des Travailleurs à l'élection présidentielle d'octobre, c'est au tour de **José Serra**, son principal rival, de faire un pas de plus vers le poste de chef de l'État. L'actuel gouverneur de l'État de São Paulo a en effet été investi comme candidat par le **Parti social démocrate brésilien**, le principal parti d'opposition, alors que son avance sur Mme Rousseff semble se réduire dans les sondages.

Par ailleurs, conformément à la loi, Mme Rousseff et huit de ses collègues du gouvernement ont présenté leur démission afin de pouvoir briguer des mandats lors du scrutin général de cet automne (postes de président, gouverneurs d'État et parlementaires). Sont concernés **Tarso Genro** (Justice), **Reinhold Stephanes** (Agriculture), **Geddel Vieira** (Intégration nationale), **Alfredo Nascimento** (Transports), **Patrus Ananias** (Développement social et Lutte contre la faim), **Hélio Costa** (Communications), **José Pimentel** (Sécurité sociale) et **Carlos Minc** (Environnement).

L'ascension sociale : un phénomène qui dure

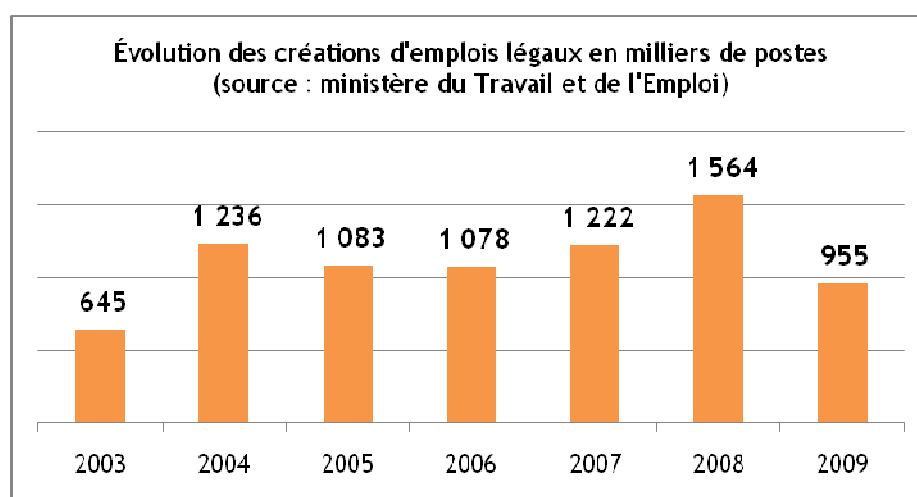
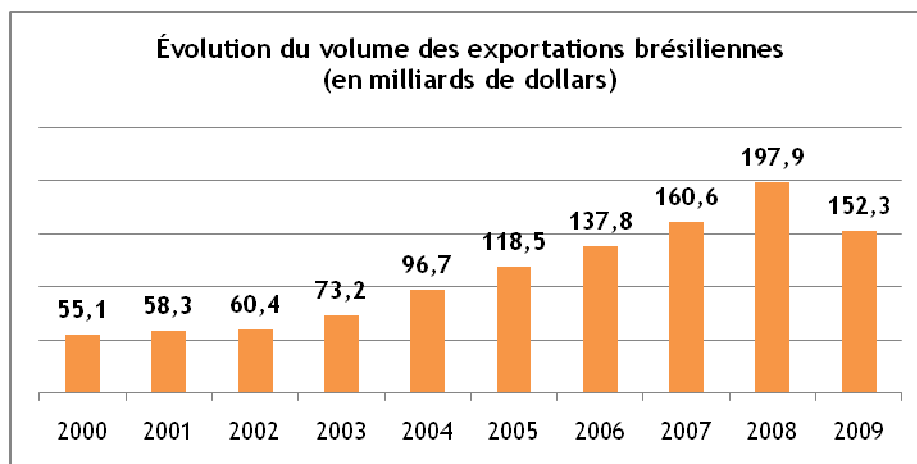
Alors que l'an passé les brésiliens issus de la classe moyenne sont devenus majoritaires, dans la population, les analystes de la **Fondation Getúlio Vargas** affirment que le phénomène d'ascension sociale devrait durer au minimum cinq ans de plus.

Ainsi, jusqu'en 2014, 9,4 millions d'individus devraient rejoindre les classes A et B (les plus hautes) tandis que 26,6 millions d'autres seront accueillis au sein de la classe C (moyenne).

Impayés et faillites en hausse

En mars dernier, le taux d'impayés a grimpé de **11,68%** par rapport à février à cause des achats à tempérament au cours de la période de Noël et dont les échéances se produisent en début d'année. Cependant, le taux est en recul de 2,79% comparé à mars 2009. Parallèlement, entre janvier et mars 2010, il y a eu 62 demandes de faillites de grandes entreprises contre 58 au cours du même trimestre de 2009. En revanche, les demandes de faillites de PME ont reculé de 12%, passant de 117 à 103, et celles de micro-entreprises de 330 à 319 au cours de la même période.

Exportations et emploi : le coup d'arrêt de 2009



La rémunération des grands cadres

D'après une enquête, l'ensemble des cadres de direction des sociétés cotées devront toucher cette année une rémunération totale d'environ **2,44 milliards de reais** (environ 1,4 milliard de dollars) soit **45%** de plus qu'en 2009. Dans la rémunération sont inclus les primes et autres avantages en espèce.

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Miguel Juan Sebastián Piñera Echenique (2010-2014)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		140,5	138,1	145,1
PIB (Δ %)		3,6	-1,7	5,1
PIB/hab. (\$)		8 464	8 319	8 741
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	0,5	0,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,1	-1,4	1,9
Taux de chômage* (%)		7,8	9,7	8,5
Solde commercial (Md\$)		8,85	13,32	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		24,09	22,8	26,0
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	71,2	68,9
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	630,3	507	
	/EUR	914,8	716	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Premiers pas laborieux pour le nouveau gouvernement

Le dossier de la reconstruction des zones touchées par le séisme et le tsunami de février dernier fait actuellement figure de boulet au pied du président **Sebastián Piñera**, à l'heure où des voix s'élèvent dans les régions sinistrées pour dénoncer la lenteur des travaux, et ce à quelques mois de l'hiver austral. Par ailleurs, la mise en place de la nouvelle administration nationale prend elle aussi du retard, ainsi, le président doit encore nommer plusieurs centaines de fonctionnaires.

Pendant ce temps, la coalition de gauche (*Concertación*) se réunissait pour son premier meeting en tant que force d'opposition après deux décennies au pouvoir. Durant cette réunion, qui comptait la présence des quatre derniers présidents de gauche du pays (Patricio Aylwin, Eduardo Frei, Ricardo Lagos et Michelle Bachelet), des critiques ont été émises sur les liens des membres du gouvernement avec le monde des affaires et sur la gestion de la reconstruction.

Séisme : les dernières données économiques

Selon la Banque centrale, en 2010, l'économie chilienne perdra plus de **2 milliards de dollars** en termes de production. Il faut noter que jusqu'au 27 février, date du tremblement de terre, l'économie chilienne se trouvait en pleine période de reprise. Ainsi, sans la catastrophe, le pays aurait pu enregistrer une croissance oscillant entre 5,5% et 6,5% contre une fourchette de 4,25% et 5,25% actuellement.

La même institution estime que le pays a subi un préjudice de 13,2 milliards de dollars sans avoir la capacité d'une reprise à court terme parce qu'il n'y a ni ressources financières suffisantes ni capacité de production à la hauteur de l'enjeu. Le coût économique global se monterait à **24,7 milliards de dollars**. Ce n'est au cours du second semestre que le panorama économique sera plus clair et que l'on pourra constater les retombées des mesures prises par la nouvelle équipe gouvernementale.

Forte augmentation de l'excédent commercial en début d'année

Au premier trimestre de 2010, le pays a exporté pour **16,2 milliards de dollars** et importé pour **11,4 milliards de dollars**, des chiffres en hausse respectives de 41% et de 28,9% comparé à la même période de 2009.

Ces chiffres donnent un excédent commercial trimestriel de **4,77 milliards de dollars**, en croissance interannuelle de près de **82%**.

Les compagnies publiques triplent leurs profits

Le total des bénéfices engrangés par les 25 groupes publics réunis au sein du **Sistema de Empresas** (mines, transports, services, eau, etc.) a augmenté de **197%** entre 2008 et 2009 à 101,57 milliards de pesos, soit environ **19,6 milliards de dollars**.

Les entreprises ayant connu la plus forte hausse de leurs profits sont **Empresa Portuaria de Arica** (infrastructure portuaire, +1 862%) et **Cotrisa** (blé, +436%). Notons enfin les bons comptes de la compagnie ferroviaire publique **EFE** qui, après avoir enregistré des pertes en 2008, a réussi à obtenir 19 millions de dollars de bénéfices l'an dernier.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 45,6M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		176,7	177,4	183,1
PIB (Δ %)		2,5	0,4	3,2
PIB/hab. (\$)		4 210	3 890	4 015
Taux d'intérêt court* (%)		10,0	3,5	3,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,67	2,0	3,3
Taux de chômage* (%)		10,1	11,5	12,6
Solde commercial (Md\$)		-5,0	2,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		23,12	23,12	25,4
Dettes extérieures* (Md\$)		45,85	49,0	53,6
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 194	2 044	
	/EUR	3 227	2 908	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Présidentielles : les candidatures se concrétisent

Les principaux candidats à l'élection présidentielle du 30 mai prochain sont désormais connus. Grand favori du scrutin, **Juan Manuel Santos** part à la bataille fort du bilan et de la popularité de son prédécesseur et de la victoire du camp « uribiste » aux législatives du mois dernier. Derrière l'ancien ministre de la Défense nationale se profile **Noemí Sanín**, qui comptabiliserait entre 20% et 25% des voix au premier tour. Mme Sanín a été élue candidate du **Parti conservateur colombien** de justesse lors de la primaire (50,9%) face à son adversaire **Andrés Arias**, ancien ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'**Álvaro Uribe**.

Du côté des *outsiders*, la surprise est venue d'**Antanas Mockus** (Parti vert) et de **Sergio Fajardo**. En effet, les deux anciens maires respectifs de Bogotá et de Medellín ont décidé de fusionner leurs candidatures sur le modèle du « ticket » président/vice-président. Ils cumuleraient selon les sondages entre 15% et 20% des voix au premier tour.

Un meilleur excédent commercial au premier trimestre

Au cours des trois premiers mois de 2010, les exportations du pays se sont élevées à 8,5 milliards de dollars (+12,1% en variation interannuelle) tandis que ses importations se chiffraient à 7,8 milliards de dollars (+4,3%), donnant ainsi un solde commercial positif de **654 millions de dollars**. Cet excédent est 12 fois supérieur à celui enregistré au premier trimestre de 2009 (54 millions de dollars).

Les IED de 2009 en chiffres

L'an dernier, le montant total des investissements étrangers directs (IED) a été inférieur de près d'un tiers à ceux de 2008 à plus de **7,2 milliards de dollars**.

Les secteurs dont les baisses ont été les plus remarquables sont les activités manufacturières (-69% à 536 millions de dollars) et les transports et communications (-60% à 337 millions de dollars), tandis que les IED dans le secteur commercial ont chuté de 39% à 644 millions de dollars. Notons enfin une baisse de 22% du côté des hydrocarbures, tandis que le secteur minier, principal bénéficiaire, a été le seul à voir ses IED grimper dans l'année, et de belle manière : +72% à 3,1 milliards de dollars.

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 111,2M d'hab.

Densité de population 56,61 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 036,6	968,1	1 012,6
PIB (Δ %)		1,5	-6,6	4,6
PIB/hab. (\$)		9 322	8 706	9 106
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	4,5	4,5
Taux d'inflation (Δ %)		6,5	3,6	4,9
Taux de chômage* (%)		4,25	5,9	5,43
Solde commercial (Md\$)		-16,8	-13,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		77,13	80,8	94,5
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	46,2
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	13,34	13,04	
	/EUR	19,45	18,66	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Du changement à Juárez

Le gouvernement a réussi à impliquer davantage le voisin étasunien dans la lutte contre le narcotrafic et la violence qu'il engendre avec la mise en place d'un plan spécifique à la région frontalière de Ciudad Juárez (fournitures d'équipements, échanges d'informations, etc.), dans le cadre du Plan Mérida.

Parallèlement, un événement d'importance a eu lieu dans cette même ville de Juárez avec l'annonce du retrait progressif à partir de ce mois d'avril de l'armée (environ 6 000 militaires), la sécurité dans la zone sera alors assurée par les polices fédérale (4 500 individus), municipale (2 800) et de l'État de Chihuahua (200). À ce sujet, **Janet Napolitano**, secrétaire à la Sécurité nationale des États-Unis, a déclaré que l'envoi des forces armées sur la zone n'a aidé en rien à combattre la violence.

PS : selon un rapport parlementaire, depuis l'accession de **Felipe Calderón** à la tête de l'État mexicain en décembre 2006, le nombre de meurtres liés à la lutte contre le narcotrafic serait de plus de 22 000, le chiffre avancé jusque là par les autorités tournant autour de 18 000.

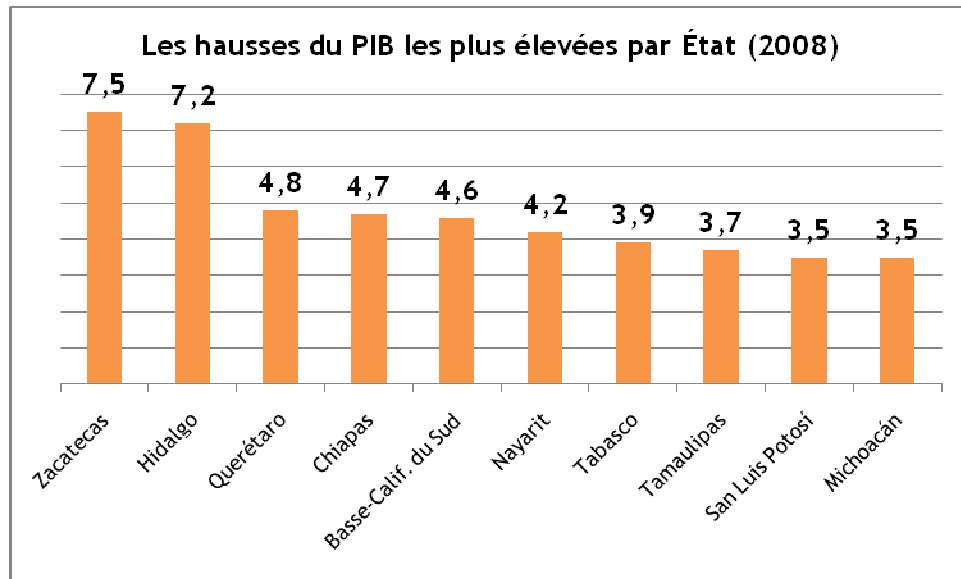
Une économie convalescente

Alors que le pays, l'un des plus touché de la région par la crise du fait de sa proximité avec les États-Unis, se remet de la récession (+4,6% de croissance prévue en 2010), les statistiques officielles de l'INEGI montrent que l'Indice global d'activité économique (IGAE) a chuté de **0,83%** entre décembre et janvier derniers. Cette baisse de l'IGAE est la première depuis août 2009. Par ailleurs, toujours selon l'INEGI, les « investissements productifs » du pays ont baissé de **10,1%** entre 2008 et 2009. Il faut remonter au milieu des années 1990 (crise « Tequila ») pour retrouver une variation aussi négative. À titre d'exemple, les dépenses d'investissement pour l'acquisition de machines et d'équipements ont diminué de 21% l'an dernier.

Un excédent commercial inattendu

Alors qu'en février dernier les spécialistes attendaient un déficit commercial de 15 millions de dollars, les statistiques officielles ont annoncé que l'économie mexicaine avait enregistré un excédent de **244 millions de dollars**. Le mois précédent (janvier 2009), le solde commercial mensuel mexicain présentait un déficit 333 millions de dollars.

Les États champions de la croissance en 2008



Remarques : la plupart des États cités ci-dessus sont situés dans la partie centrale du pays. Le District fédéral (ville de Mexico) ne figure pas dans les dix premiers, sa croissance 2008 n'ayant été que de 0,7%, mais il est l'entité fédérale dont le PIB en volume est le plus important (environ 164 milliards de dollars en 2008).

PS : les bonnets d'âne de la croissance des États mexicains pour 2008 sont attribués à ceux de Morelos (centre, -2,7%), Campeche (péninsule de Yucatán, -2,3%) et de Guerrero (sud, -1,4%).

Compétitivité des affaires : le pays au top

Dans son étude bisannuelle **Alternativas Competitivas**, le cabinet **KPMG** a classé dix des plus importantes économies mondiales selon le critère de la compétitivité du monde des affaires.

Le numéro un du classement n'est autre que le Mexique, devant le Canada, tandis que les Pays-Bas complètent le podium. Selon l'étude, cette première place du pays aztèque est due à ses bas coûts pour faire des affaires alliés à un contexte des affaires favorable.

PS : le voisin étasunien est 8^{ème} du classement.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,5M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État José Alberto Mujica Cordano (2010-2015)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		13,6	14,0	14,6
PIB (Δ %)		8,9	2,6	4,3
PIB/hab. (\$)		3 977	4 000	4 171
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,25	8,0	6,25
Taux d'inflation (%)		9,2	5,9	7,2
Taux de chômage* (%)		7,0	6,4	7,5
Solde commercial (Md\$)		-2,8	0,87	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		4,0	8,0	8,0
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	12,4	12,4
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	24,3	19,6	
	/EUR	34,8	27,37	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

URUGUAY

Un président qui inspire l'optimisme

Selon une enquête privée, **62%** des uruguayens se déclarent optimistes à propos de la politique du président **José Mujica**, et ce quelques semaines après que ce dernier ait pris le pouvoir. Ce taux est cependant moins élevé que celui de son prédécesseur **Tabaré Vázquez** au début de son mandat.

Le nouveau président réussit à récolter des bons points auprès de l'opinion grâce à son franc-parler, son train de vie simple et ses écarts vis-à-vis du protocole.

L'ancien guérillero est également apprécié pour sa recherche du consensus (politique de « l'accolade ») et sa politique de réconciliation en rapport aux années noires de la dictature.

Un déficit commercial pour débiter l'année

Au cours de la période janvier-mars 2010, l'économie locale a enregistré **1,41 milliard de dollars** d'exportations et **1,45 milliard de dollars** d'importations, chiffres respectivement en hausse de 26,3% et de 30% par rapport à la même période de 2009. L'Uruguay compte donc un déficit commercial trimestriel de **45 millions de dollars**.

PS : dans la période, le Brésil a été le premier importateur de produits et services uruguayens avec **323 millions de dollars** (+30,1% en variation interannuelle).

Dettes publiques historiques

En 2009, selon la Banque centrale, la dette publique du pays a atteint le niveau record de **21,74 milliards de dollars**, chiffre en hausse de 31,5% en variation interannuelle et représentant 68,4% du PIB. Les causes de cette envolée sont la hausse des recours aux prêts internationaux et à l'émission de titres publics sur le marché local.

Recul de la pauvreté en 2009

Depuis l'an passé, la pauvreté concerne désormais moins d'un uruguayen sur cinq. En effet, entre 2008 et 2009, le taux de pauvreté est passé de 20,3% (selon les statistiques officielles) à **19%** (selon le gouvernement) de la population totale, soit environ 635 500 individus vivant sous le seuil de pauvreté.